

Noblesse oblige

écrit par Paul Sernine | 21 août 2023

Le 12 août, le Pays des Merveilles est en émoi. Avec boa, bière et cigare, le président de la Confédération s'affiche à la Street Parade. Beaucoup semblent apprécier sa simplicité et sa proximité. Peut-être, mais c'est surtout le signe d'autre chose.

Cathédrale outragée : le centre droit monte au front !

écrit par Raphaël Pomey | 21 août 2023

Le spectacle d'une chorale haineuse prend une tournure inattendue. Signe que la mobilisation a payé ?

Moquez-vous des vieux hommes blancs, c'est toléré !

écrit par Contributions du Peuple | 21 août 2023

Nos sociétés occidentales prônent la lutte contre toutes les formes de discrimination. Toutefois, l'une d'elles demeure bien invisible : celle qui vise les personnes âgées, surtout les hommes. L'exemple des réactions à l'occasion d'un rassemblement politique en France démontre ce phénomène.

« C'est terrible ! Un petit vieux est en train de mourir dans

l'indifférence générale ! » Voici le genre de lourde ironie que nous avons pu découvrir sur Twitter le week-end dernier à l'occasion du premier grand rassemblement du nouveau parti politique de Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre. Plusieurs personnalités politiques françaises de gauche étaient présentes, dont l'ancien président François Hollande. Bernard Cazeneuve espérait réaliser un coup de force avec son parti La Convention, mais les critiques ont fusé. Les personnalités présentes étant très majoritairement de vieux hommes blancs, elles ont été impitoyablement moquées. Irène Tolleret, membre de Renaissance et députée européenne, Sandra Regol, secrétaire nationale adjointe d'Europe Écologie Les Verts et députée française, ainsi qu'Alma Dufour, députée française de La France Insoumise, y sont allées de leurs commentaires acerbes. Mais comme ils visaient des vieux mâles, personne ne semble s'alarmer.

Nous avons interrogé Roger Deneys. Ancien député socialiste au Grand Conseil genevois, il est aussi membre du comité d'AVIVO (association ayant comme objectif central la défense des vieillards, des invalides, des veuves et des orphelins). Il observe dans notre société « un réflexe de dire qu'il faut laisser la place aux suivants », mais estime « que ça peut creuser un vrai fossé entre les générations ». Il admet que « la gauche en tous cas, ne donne pas une très bonne place aux personnes âgées dans le système politique ». Toutefois, les critiques émises à l'encontre de ces vieux hommes blancs « sont aussi le reflet de l'évolution démographique de notre société : les femmes étaient moins engagées en politique autrefois alors que les personnes âgées d'origine étrangère sont encore minoritaires ».

Un sentiment de jalousie

Selon lui, il est aussi possible d'expliquer cette discrimination parce qu'« une majorité de personnes âgées ont bénéficié des Trente Glorieuses, qui étaient très favorables, de telle sorte qu'aujourd'hui on les voit bien vivre, et profiter de privilèges que les générations plus jeunes n'ont pas ». Et de proposer cette hypothèse : « Les vieux hommes blancs ont dominé la société pendant longtemps et on veut leur expliquer que ça ne fonctionne plus ainsi ». Toutefois, il se distancie de cette idéologie et déplore « qu'aujourd'hui, dans nos sociétés contemporaines, il faille être une femme pour représenter les femmes, un LGBT pour représenter la communauté LGBT ou un jeune pour représenter les jeunes ». Ainsi, la vision dominante consiste à affirmer que les vieillards ne peuvent plus représenter la population dans son ensemble.

L'âgisme – terme employé pour définir la discrimination selon l'âge – opère dans ce cas de façon tout à fait évidente. Pourtant, cette thématique est largement méconnue au sein de la population. Cette discrimination semble être tolérée, car personne ne s'insurge réellement. Roger Deneys estime d'ailleurs « qu'il manque un vrai lobby pour défendre les personnes âgées ». Les moqueries envers le rassemblement de Bernard Cazeneuve démontrent en tout cas que, si la société se bat pour les droits des femmes, des communautés LGBT et des minorités ethniques, l'humiliation des individus par rapport à leur âge semble avoir encore de l'avenir.

Un article publié en 2019 par Christian Maggiori et Jean-François Bickel, professeurs de la Haute école de travail social de Fribourg, indique que l'âgisme est largement sous-estimé et que cette forme de discrimination est, en réalité, davantage présente que le racisme ou le sexisme. À se demander si notre société cherche réellement à combattre toutes formes de discrimination, ou uniquement celles qui sont porteuses.

Max Frei

Pourquoi Macron se soumet-il devant Elon Musk ?

écrit par Max Frei | 21 août 2023

Reçu en grande pompe par le président français, le boss de Twitter a fait à peine semblant de prendre la rencontre au sérieux. Au point de sembler plus puissant que les États modernes.

La résistance s'organise contre les Drag Queen Story Hours

écrit par Raphaël Pomey | 21 août 2023

Les séances de lecture pour enfants menées par des créatures de cabaret suscitent régulièrement la polémique. Mais, jusqu'ici, sans action politique concrète. Plus pour longtemps.

« Que faire face aux interventions de *drag-queens* dans les bibliothèques ? » C'est le thème d'une invitation reçue par un panel de personnalités issues de la société civile et du monde politique suisse romand, au milieu du mois de mai. Au menu : prise de contact et élaboration d'une stratégie pour faire face à la présence de plus en plus régulière d'activistes LGBTQIA+ dans des moments de lectures arc-en-ciel destinées

aux enfants, généralement dès six ans. « Nous déplorons tous la puissance clivante et antidémocratique de ces mouvements qui poussent notre société dans une voie unique, sans retour en arrière possible et qui musèle tous les contradicteurs », explique Philippe Karoubi, membre de la direction du parti UDF. Et le politicien de poursuivre : « Un groupe Telegram sera créé, groupe auquel toute personne désirant participer à cette lutte pourra se joindre et apporter sa contribution. Le but est de grandir et de le faire vite ! D'être capables de constituer un moyen de pression suffisamment large pour perturber les démagogues écolo-gauchistes qui veulent nous entraîner dans leur chute. »

Vaste programme. D'ici-là, deux objets déposés par l'UDC, à savoir une motion et une question écrite, devraient être traités au Grand Conseil valaisan ces prochaines semaines. Cynthia Trombert, députée et candidate au National cet automne, explique les raisons de cet engagement.

Pourquoi cette contre-attaque maintenant ?

Au sein du Parlement et sur ces questions de genre, nous avons déjà agi par le passé. En ce qui concerne les Drag Queen Story Hours (DQSH), ce qui nous paraissait inimaginable il y a encore quelques mois, lorsque nous regardions d'un air lointain et abasourdi les délires wokes américains, arrive désormais chez nous. On sait les Américains à l'avant-garde du « progrès », mais force est de constater aujourd'hui qu'il ne faut plus attendre longtemps pour en profiter de ce côté-ci de l'Atlantique !

Concrètement, ce qui nous a fait réagir est que des Drag Queens Story Hours commencent à être organisées dans des lieux publics de notre canton, avec comme premier rendez-vous celui

de la bibliothèque municipale de Martigny, avec la drag-queen Tralala Lita (David Vincent).

Les *Drag Queen Story Hours* sont généralement facultatives et proposées uniquement aux familles qui le désirent. Est-ce le rôle de l'UDC de s'opposer à des choix effectués librement ?

L'UDC ne demande pas que la pratique soit interdite ! Notre parti prône la liberté, si des parents se réclamant du « progressisme » estiment qu'il est bon de mélanger des *drag-queens* ou *drag-kings* à leurs enfants, grand bien leur fasse. Mais ces DQSH n'ont certainement pas à être financées avec l'argent du contribuable et n'ont selon nous certainement pas à être affichées fièrement dans l'agenda culturel valaisan. Ces lectures, payées 500 francs de l'heure à leur conteur, n'ont selon nous pas à être, de près ou de loin, subventionnées ni payées par de l'argent public. Que celui-ci soit cantonal ou communal d'ailleurs. Quant à moi, maman de six enfants à qui j'essaie de transmettre au mieux le respect de tous et de chacun, je n'aurais pas l'idée de les confronter à des drag-queens, et en disant cela, je pense m'exprimer pour l'essentiel de mes collègues UDC.

Mais quelle est votre crainte sous-jacente : que de tels événement « rendent » les enfants homosexuels ?

Notre crainte n'est pas de « rendre » les enfants homosexuels. Il ne faudrait pas tout mélanger ou confondre. La question est plutôt de savoir si nous devons mettre la charrue avant les bœufs et travailler à expliquer la théorie ou l'identité de genre ainsi que les différentes sexualités à de jeunes mineurs qui n'ont rien demandé et dont les interrogations viennent pour la plupart plus tardivement. Nous ne nions pas qu'il existe une infime proportion d'enfants qui ne sont pas nés

dans le bon corps et qu'il existe diverses dysphories ou problèmes liés aux identités de genre ou sexuelles, mais il ne faudrait pas troubler le développement du plus grand nombre à cause d'une minorité qui de toute manière est aujourd'hui prise en charge comme il se doit.

Simplement, nous estimons que l'entreprise de déconstruction de la biologie des enfants, enfants qui je le rappelle sont dans cette phase de leur vie en construction, n'est pas, pour nous et selon un grand nombre d'experts, la panacée. Les pays qui sont allés trop loin avec ce qu'on appelle la « théorie du genre » (USA, pays du Nord, etc.) ces dernières années commencent à voir les incidences que cela a sur la jeunesse et tentent maintenant de revenir en arrière. À nous de ne pas commettre les mêmes erreurs.

Le Peuple reviendra plus longuement sur cette thématique, son histoire et ses perspectives dans son prochain numéro.

Drapeaux ukrainiens retirés en catimini

écrit par Contributions du Peuple | 21 août 2023

Le soutien symbolique des différents cantons et communes suisses romands envers Kiev commence à s'essouffler. À Lausanne ou Genève, par exemple, l'étendard jaune et bleu a pris la poudre d'escampette sans faire beaucoup de bruit.

Alors que le conflit s'enlise sur le terrain, le drapeau ukrainien de l'Hôtel de Ville de Lausanne a été discrètement retiré lors du passage à l'an 2023. Le cas de la capitale olympique n'est pas isolé : plusieurs communes et cantons

adoptent aujourd'hui une politique marquée par une certaine prudence en matière géopolitique. Fait troublant : l'installation des étendards avait souvent provoqué la publication de communiqués de presse soulignant le soutien qu'ils apportaient aux réfugiés ukrainiens, mais fort peu de publicité a été faite pour officialiser les retraits. À Genève, le service communication de la Cité de Calvin ne parvient d'ailleurs même pas à citer le jour précis où le symbole a été retiré.

Sollicitée, la commune de Lausanne est plus précise : elle explique que si le drapeau a bien disparu après 2022, cela ne change en rien l'engagement de la capitale olympique en faveur de l'Ukraine. Cette solidarité se manifeste notamment par une collaboration avec l'Établissement Vaudois d'Accueil des Migrants (EVAM) afin de trouver des lieux d'accueil permettant de loger dans les meilleures conditions possibles les familles réfugiées. Mais la ville explique qu'« elle ne peut exprimer sa solidarité pour un seul pays sur le long terme alors que de nombreux drames se jouent ailleurs dans le monde ».

Certes, il existe d'autres préoccupations majeures dans le monde. Pourtant, le conflit ukrainien a été au centre d'une attention médiatique et politique sans précédent dès le début des hostilités en février 2022. Dans ce contexte, d'autres collectivités ont choisi une stratégie plus conforme à la tradition de neutralité helvétique, notamment dans le Jura, à Delémont et Porrentruy, où un étendard de la Colombe de la paix a été privilégié. Les autorités neuchâteloises, quant à elles, n'ont affiché le drapeau ukrainien sur le château qu'une seule et unique journée symbolique, le 25 mars 2022. « Le Conseil d'État a tenu à marquer sa solidarité envers les victimes de la guerre en Ukraine, que ce soit sur place ou sur les routes de l'exil, nous explique-t-on. En sus

des moyens qui sont actuellement déployés dans le Canton de Neuchâtel pour accueillir dignement les réfugié-e-s (sic) en provenance d'Ukraine, il a décidé de s'associer à l'action symbolique de plus en plus répandue à travers le monde qui consiste à hisser le drapeau ukrainien sur les bâtiments publics. Cela répondait également à la demande adressée au Conseil d'État par plus de trente député-e-s du Grand Conseil issu-e-s de plusieurs partis. » Et la communication du canton de préciser qu'il s'agissait là d'une « action symbolique ».

Certaines communes maintiennent un cap plus clairement pro-ukrainien. À ce jour, les couleurs de ce pays flottent par exemple encore sur l'Hôtel de Ville d'Yverdon-les-Bains, malgré les réticences exprimées par l'UDC locale (*20 Minutes* du 5 décembre) ou par des amoureux qui ne souhaitent pas célébrer leur union devant un emblème rappelant la guerre (*24 Heures* du 7 mai dernier). Reste que, comme le soulignait récemment dans *Le Temps* la présidente de l'association « Good Friends for Ukraine », Julia Peters, la solidarité des Suisses pour les réfugiés ukrainiens semble en train de se dissiper.

Commentaire

À l'évidence, le soutien symbolique reste important en Suisse romande en faveur de la cause ukrainienne. Il n'est toutefois pas interdit de se demander si l'affaiblissement de certaines mesures symboliques en 2023 s'inscrit dans un effacement inévitable de la thématique. Alors que Loukachenko, Macron et même Zelensky commencent à changer de champ lexical et abordent désormais les termes de « cessez-le-feu » et de « paix », certains se demandent même si des négociations décisives pourraient avoir lieu ces prochaines semaines. La cause ukrainienne, ainsi, entamerait sa transition vers le souvenir d'un conflit déjà bien loin derrière nous. Mais à

quel prix ?

Max Frei

Des Vert-e-s dans le fruit de la démocratie

écrit par Raphaël Pomey | 21 août 2023

S'il est un thème à propos duquel on peut difficilement juger que les médias d'État suisses romands flattent les instincts conservateurs de la population, c'est bien celui du genre. Podcasts entiers consacrés à la vie de couple de deux journalistes lesbiennes, *drag queen* vegan invitée au 12h45, reportages à la gloire des personnes dites non-binaires... Pas un jour, ou presque, sans que des questions *sociétales* ne saturant les ondes.

Pourtant, au début du mois, un important mouvement de contestation contre la RTS a pris forme chez certains militants LGBTQIA+ romands. En cause, la diffusion d'un reportage de l'émission *Temps Présent* consacré aux personnes revenant en arrière dans leur transition de genres, voire regrettant d'être passées par la case opération. Pourquoi un tel tollé ? Parce que ce sujet, pourtant traité avec beaucoup de pincettes, pointait une réalité « marginale » du point de vue des militants. Une réalité, aussi, qu'aimeraient sans doute cacher ceux qui font de la mobilité des genres l'ultime Eldorado de notre civilisation. Or, au petit jeu de l'indignation opportuniste, deux figures des Vert-e-s vaudois semblent bien avoir tiré leur épingle du jeu. L'inénarrable Marius Diserens, tout d'abord : pourtant régulièrement porté

aux nues par les médias, l'élus *queer* nyonnais a commenté l'émission honnie en direct sur le réseau social Twitter. Et sans surprise, l'homme (ndlr il se « genre » au masculin) s'est lâché. Nous y reviendrons.

Une pression digne d'une secte

« Nous y reviendrons » car dans un premier temps, ce ne sont même pas ses réactions qui interrogent, mais son opposition de principe à la diffusion d'un reportage sur un thème jugé trop sulfureux. Ainsi, alors que des militants *queers* appelaient à faire un « maximum de pression » pour que la RTS renonce à son émission, l'élus écologiste n'hésitait pas à confirmer : « On est au courant avec de nombreux-euses (sic) activistes et associations et on est dessus » (24 février 2023). Une semaine avant la diffusion du reportage, l'élus ne se cachait donc pas de s'engager contre la liberté de la presse. Posture étonnante pour un candidat au Conseil national ? Pour le moins, mais elle n'allait pas s'améliorer au moment de la diffusion. Morceaux choisis : « Il n'y a pas à avoir de débats sur le droit des enfants à l'autodétermination » en matière de changement de sexe. Ou encore, à propos d'une manifestation organisée devant la RTS *avant* la diffusion de l'émission : « Au lieu de se questionner sur la manifestation, peut-être faudrait-il comprendre pourquoi tous les professionnels de la santé et politique ont refusé de s'exprimer. La question est plutôt de savoir ce qu'il est acceptable de couvrir comme sujet en tant que journalistes et médias. »

Étrange posture politique que celle de l'être suprême à même de décider de quoi il est acceptable ou non de traiter lorsque l'on est journaliste. Mais pas de quoi effrayer la Conseillère nationale Léonore Porchet. Pourtant présidente de la fondation Santé Sexuelle Suisse, la Vaudoise n'a pas hésité à

recommander à la population de lire les élucubrations de son camarade au lieu de se faire une idée par elle-même, là encore *avant* diffusion: « Transphobie en prime time ce soir sur la @RadioTeleSuisse, c'est vraiment pitoyable sur le service public... Marius vous fait un résumé (...) pas besoin de vous taper l'entier de cette chose donc, merci Marius ».

La sortie de route d'une conseillère nationale

Interpellé par ces différentes déclarations, nous avons pris ou repris contact avec les deux élus pour leur demander quelques précisions sur leur rapport à la liberté de la presse. Nous avons par exemple demandé à Marius Diserens comment il établissait le champ de la respectabilité au niveau des sujets traités par les journalistes. Sans réponse. Fin de non-recevoir également du côté de Léonore Porchet, à laquelle nous avons fait parvenir la question suivante : « Comme présidente de « Santé Sexuelle Suisse », ne jugez-vous pas délicat d'encourager les gens à ignorer un problématique de santé » ? Quant au compte Twitter du parti Suisse, il nous a carrément bloqué après une simple question, consistant à lui demander si la vision de la liberté de la presse d'un Marius Diserens est conforme à la ligne du parti. Mais nous voilà rassurés car Rahel Estermann, secrétaire générale de la formation écologiste, nous répond dans un courriel laconique : « Les VERT-E-S s'engagent depuis toujours en faveur de la liberté de la presse. Une bonne démocratie ne fonctionne que si la population peut s'informer auprès de médias variés, indépendants et de qualité. »

Reste qu'au sein-même du parti, des voix commencent à s'agacer. « Ces postures extrêmement militantes me posent un problème », témoigne un militant chevronné. A ses yeux, le cœur du combat écologiste semble progressivement éclipsé par

des luttes toujours plus marginales, à l'image par exemple de la revalorisation de l'héritage des sorcières (ndlr un cheval de bataille de Léonore Porchet). Un positionnement très stratégique pour faire un carton en contexte électoral ? Pour les gens qui se profilent sur ces thèmes, peut-être, mais moins pour le parti. Certains, lassés de voir leur formation s'enfoncer toujours plus loin dans le domaine des luttes « sociétales », songeraient même à quitter le bateau. « Cela n'a pas été thématiqué en interne, mais on l'entend de plus en plus », conclut notre interlocuteur.

Enfin, la mobilisation contre *Temps Présent* pourrait même avoir débouché sur une publicité dont les activistes LGBTQIA+ se seraient bien passés : l'Association pour une Approche Mesurée des Questionnements de Genre chez les Jeunes, dont un membre témoignait dans le reportage, annonce avoir observé un boom des inscriptions après l'émission. Pas mal pour un mouvement que ses adversaires ont constamment tenté de discréditer en le présentant comme un sous-marin de l'extrême-droite.

L'énorme coup de gueule du producteur de *Temps Présent*

Avant, pendant et après la diffusion du reportage sur les détransitions, l'équipe de l'émission de la RTS a été durement attaquée en raison de l'anglage de son sujet. Dans cette lettre que nous reproduisons intégralement, Jean-Philippe Ceppi, producteur, revient sur cette période hors norme. Ses mots sont très forts.

« Il est rare que *Temps Présent* soit confronté à de telles pressions, à caractère presque sectaires à l'égard d'un tel sujet, avec tout ce que cela implique de recours à des méthodes dont on a peu l'habitude dans une démocratie

participative et ouverte au débat comme la nôtre. Nous avons subi de véritables charges organisées sur les réseaux sociaux avec toujours les mêmes arguments fallacieux AVANT la diffusion. Nous avons fait face à une vague de boycott du film avec un mot d'ordre diffusé à tous les participants « experts » et associatifs, qui se sont retirés en cours de montage. C'est une pratique condamnée par le Conseil suisse de la Presse, qui considère que d'accepter de participer à une interview est un engagement moral qui doit être respecté. Des aménagements en fin de montage, un visionnement des séquences retenues, sont toujours possibles. Mais le retrait pur et simple à quelques jours de la diffusion est une mesure extrêmement hostile, qui vise à mettre en péril tout le reportage.

Les organisations militantes ont aussi tenté de faire pression directement sur la Direction de la RTS pour empêcher la diffusion. Ce sont des manœuvres rares qui sont heureusement vouées à l'échec au sein du service public. Le soir de la diffusion, nous avons eu droit à une manifestation devant la Tour de la RTS à Genève. J'ajoute des attaques inqualifiables visant à discréditer le professionnalisme des auteurs du reportage, sur leur intégrité, leur éthique. Après la diffusion, nous avons dû faire face au fameux *shitstorm* organisé contre Temps Présent sur les réseaux sociaux, avec des menaces calomnieuses, des insultes, au sens du Code pénal. Une organisation militante a même accusé *Temps Présent* et ses journalistes d'avoir « pris part et relayé la propagande fasciste visant à (...) l'extermination des personnes *queer* ». C'est tellement excessif que cela me rappelle nos enquêtes sur les Scientologues ou les Témoins de Jéhovah, et parfois, les évangéliques.

« *Je suis bien sûr, à titre personnel, préoccupé par les*

réactions opportunistes de quelques politiques sur les réseaux avant même la diffusion du reportage. »

Je suis bien sûr, à titre personnel, préoccupé par les réactions opportunistes de quelques politiques sur les réseaux avant même la diffusion du reportage. Ma fonction m'astreint à un devoir de réserve qui exige que je m'abstienne de toute appréciation politique. Cela dit, je m'inquiète de ces positions au regard de la liberté d'expression, de la liberté de la presse et du mandat de *Temps Présent*, qui pratique un journalisme indépendant et critique sur tous les sujets, y compris les plus dérangeants. Je n'ose imaginer la réaction de ces milieux si notre émission faisait l'objet du même type de pression, par exemple en provenance de l'économie ou de milieux conservateurs.

Je sors de cette expérience, et notre rédaction également, plutôt optimiste et rassuré. Nous avons été ensevelis de messages de soutiens, dans leur écrasante majorité, absolument bienveillants, pas du tout transphobes. Bien sûr, il y a encore quelques hurluberlus qui colportent l'intolérance. Mais Je crois que nous avons contribué à crever un abcès, à porter à la fois le message d'une minorité transgenre qui s'inquiète de possibles dérives, mais également de la majorité silencieuse. Nous avons reçu d'innombrables messages de soutien et d'admiration de collègues journalistes étrangers qui dans leurs pays respectifs n'osent tout simplement plus faire leur métier. Je suis frappé que simultanément à notre reportage le *New York Times*, grand quotidien libéral et progressiste, soit à son tour attaqué pour transphobie. Je note avec satisfaction que le prestigieux magazine français *l'Express*, fondée par la grande féministe Françoise Giroud, porte également la voix des milieux scientifiques inquiets de

possibles erreurs de diagnostics, entre autisme et dysphorie de genre. La question n'est pas seulement de savoir si cela est fondé ou non. La question est : peut-on en parler ? Il était temps d'ouvrir un débat nécessaire, et cela devrait faire réfléchir ceux qui se revendiquent progressistes. »

Le Temps menacé par un attentat

écrit par Raphaël Pomey | 21 août 2023

L'an dernier, une vive controverse avait suivi la publication d'un blog questionnant la dimension légale et éthique de l'avortement en Suisse. L'autrice de l'article s'en était moins bien tirée que l'un de ses opposants.

En route pour l'impunité

écrit par Contributions du Peuple | 21 août 2023

Des militants écologistes français, apparentés à ceux de Renovate Switzerland, viennent d'être acquittés sous prétexte qu'ils faisaient «face à un danger actuel ou imminent» et que leurs actes étaient «proportionnés». Les auteurs des dégradations sur des installations hivernales suisses auront-ils droit au même traitement?

Et si Berne... devait protéger ses élus?

écrit par Contributions du Peuple | 21 août 2023

Arpenteur assidu du Palais fédéral, notre chroniqueur David A. Nelle (nom d'emprunt) nous livrera ses impressions de l'intérieur durant cette année électorale. Entre petites indiscretions et sujets de fond, il promet de dire toute la vérité et rien que la vérité. Quitte à déplaire.